

l'éduc'mag

LE MAGAZINE DE L'UNSA ÉDUCATION

novembre 2014

141

4,60 €

Je Vote UNSA

Le choix d'un
combat positif



La **fédération UNSA** des métiers de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture



Plus forts ensemble !



160 000
enseignants
utilisent assistancescolairegratuite.fr
pour leurs élèves



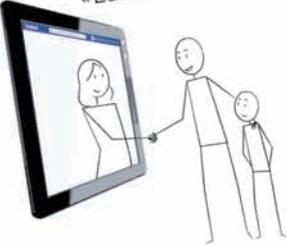
455 000
personnels de
l'éducation assurés
pour leurs risques professionnels



3 770
entrants dans
le métier formés
en 2013 aux risques
et responsabilités de
leur fonction (professeurs
stagiaires, masters, AVS)



65 000
inscrits à Cap Concours



40 000
parents et enseignants
abonnés à la page Facebook
« Éducation parents-profs »

LA MAIF ET L'ÉCOLE, 80 ANS DE COOPÉRATION.

Accompagnement, soutien, mise à disposition de ressources pédagogiques...
la MAIF s'efforce d'assurer et d'accompagner au mieux les personnels
éducatifs dans leur parcours professionnel et leur vie privée.



ASSUREUR MILITANT.

édito

UNSA, l'atout décisif

Directeur de la rédaction
Laurent Escure

Directeur de la publication
Fabrice Coquelin

Rédacteur en Chef
Christophe Guillet

ont participé à ce numéro :
**Denis Adam, Claudie Allaire,
Luc Bentz, Alain Bernat,
François Cencerrado,
Fabrice Coquelin, Samy Driss,
Françoise Ducroquet,
Laurent Escure, Christophe Guillet,
Hélène Hemet, Frédéric Marchand,
Emmanuel Margerildon,
Monique Nicolas**

Conception
Voici des fruits des fleurs

Réalisation
Yellowstone-design

Photos [hors Crédits ©]
Pascal Lebrun

Illustration couverture
Michel Alméras

Publicité
Anat Régie • 01 43 12 38 15
Impression
Imprimerie IPS

Pour les personnes souhaitant
s'abonner, le prix du numéro
est de 4,60 €, l'abonnement
annuel de 18,40 €.

*Ce numéro est accompagné,
pour tous les abonnés,
de deux planches UNSA Éducation
(adhésifs et cartes).*

C.P.P.A.P.
0713 5 06569

Dépôt légal
novembre 2014



UNSA ÉDUCTION
87^{BI}, AVENUE GEORGES GOSNAT
94853 IVRY-SUR-SEINE CÉDEX
TEL. : 01 56 20 29 50
FAX : 01 56 20 29 89
national@unsa-education.org

unsa-education.com

Le 4 décembre, les cartes du paysage syndical français seront rebattues dans la Fonction publique. Pour la première fois, plus de 5 millions d'agents publics voteront simultanément dans les trois versants de la Fonction publique (État, Territorial, Hospitalier).

À l'issue de ces scrutins, nous aurons la photographie de la représentativité des organisations syndicales dans le secteur public. Nous saurons lesquelles auront la capacité à défendre les personnels dans toutes les instances et quel sera leur poids respectif pour le faire. Seules celles ayant réuni un nombre de voix suffisant dans l'ensemble des élections en Comités techniques ministériels pour l'État et dans les comités locaux pour l'Hospitalière et la Territoriale auront des élus dans le Conseil commun et les Conseils supérieurs de la Fonction publique. Cela écartera donc de la représentativité globale un grand nombre d'organisations ayant fait le choix de l'isolement catégoriel ou sectoriel.

Pour l'UNSA, l'enjeu est simple, améliorer encore sa présence dans l'ensemble de ces instances pour donner plus de force au syndicalisme d'efficacité et de valeurs que nous portons :

- plus de force pour défendre les personnels dans leurs conditions de travail, leur carrière et leur rémunération ;

- plus de force pour défendre notre modèle social et notre projet d'une société éducative et solidaire ;
- plus de force pour représenter toutes celles et tous ceux qui ont le Service public au cœur.

Nos collègues sont fiers d'être quotidiennement au service du public et veulent rendre concret l'idéal républicain ; ils doivent être reconnus, écoutés, soutenus et respectés. C'est ce que porteront les représentantes et les représentants de l'UNSA.

Par son réformisme combatif, l'UNSA tourne le dos aux syndicalismes de postures, du tout ou rien, du repli, du renoncement ou de la plainte permanente qui est, au final, un syndicalisme de l'impasse. L'UNSA cherche à ouvrir des voies et à bâtir un syndicalisme de l'utilité et de l'efficacité. À nous, adhérents des syndicats de l'UNSA Éducation, de faire que des dizaines de milliers de collègues sur notre secteur fassent, comme nous, le choix d'un combat positif. À nous de montrer à tous les agents publics que nous connaissons que, pour eux, l'UNSA est l'atout décisif.



Laurent Escure

Secrétaire général
de l'UNSA Éducation
@LaurentEscure

Retrouvez les éditoriaux de Laurent Escure sur unsa-education.com

Sommaire

Cent quarante et un

141

6-7 • **Brèves d'actu**

10-11 • **Plus forts ensemble !**

12-13 • **Luc Bérille : contre l'austérité, élargir les marges de manœuvre économiques**

16-17 • **Pour une société éducative du 21^e siècle**

18 • **Avenir de la Fonction publique : ce que veut l'UNSA**

19 • **Budget 2015 : l'Éducation préservée**

22 • **Pétition PASS Éducation, pas d'exclus !**

23 • **Fonctionnaires : qu'est-ce que « progresser dans la carrière » ?**

26 • **Lettre ouverte au Gouvernement : pour la Refondation, faites le choix de l'École publique**



Salon européen de l'Éducation 2014

▶▶▶
le salon européen de l'éducation

Organisé par la Ligue de l'Enseignement du 27 au 30 novembre à Paris, il rassemblera tous les acteurs de l'Éducation autour du thème à l'honneur cette année : enseignement professionnel, alternance-apprentissage. L'UNSA Éducation sera présente lors des différentes conférences et animations ainsi que sur son stand où vous pourrez vous informer et rencontrer nos militants. **Venez nous y retrouver !**

> Pavillon 7/2, stand CE 10

30 ans, c'est grand ?



Tel est l'intitulé du salon du livre et de la presse jeunesse à Montreuil pour cette édition anniversaire qui se déroulera du 26 novembre au 1^{er} décembre. Au programme de cette édition anniversaire, plus de 150 auteurs, illustrateurs et créateurs invités, l'exposition « Passages » sur les œuvres de 9 créateurs parmi les plus importants de la littérature jeunesse contemporaine, des rencontres, des échanges et des incitations à la lecture.

L'entrée est gratuite avec un justificatif professionnel, consultez le site : www.slj.fr

TOUTES LES ÉNERGIES EN CLAIR ET EN LIVE

planete-energies.com 

CHAQUE MOIS « EN CLAIR »

- Un dossier thématique sur l'énergie et ses enjeux
- Des décryptages et des infographies pédagogiques

TOUS LES JOURS « EN LIVE »

- Des actus en continu sur les énergies
- Une veille mondiale du meilleur du web

UN ESPACE PRIVILÉGIÉ POUR LES ENSEIGNANTS

- Une communauté pour échanger
- Des ressources adaptées par niveau
- Des conférences thématiques gratuites

Parce que l'énergie est au cœur de nombreux enjeux d'avenir, Total a créé en 2005 sa marque pédagogique Planète Énergies, avec pour objectif de favoriser la connaissance de toutes les énergies auprès des jeunes générations, de leurs professeurs, mais aussi de tout public s'intéressant aux questions de l'énergie. Afin que chacun d'entre nous puisse se forger sa propre opinion, rendez-vous sur le nouveau site planete-energies.com pour découvrir les nombreux contenus proposés par son collègue d'experts.

L'énergie est notre avenir, économisons-la !



**planete
energies**

Une initiative de  **TOTAL**

Brèves

Le Mot

Empowerment

C'est l'octroi de plus de pouvoir aux individus ou aux groupes afin d'agir sur les conditions sociales, économiques, politiques ou écologiques qu'ils subissent. Une bonne idée à faire connaître et surtout à faire vivre.

Le chiffre

10 000

C'est le nombre de candidats que l'UNSA Éducation présente lors des élections professionnelles prochaines.

Carton Rouge

Les anti genre à l'assaut du Zizi

« **Le zizi sexuel, l'expo** » s'adresse aux enfants en leur inculquant les valeurs qui en feront les hommes et les femmes de demain informés et respectueux les uns des autres.

Carton rouge à SOS Éducation qui pervertit l'information, comme à son habitude, et comme l'ont fait récemment les anti genre et anti mariage pour tous ! Telle est bien la seule perversion de cette exposition à voir et à revoir !

le meilleur Tweet



À Béziers les blouses à blason de Ménard restent au placard. Les enfants les refusent. Cet argent aurait été utile à l'aide sociale.
#gabegie @UnsaChevalier

d'actu.

On en parle !

Ebola, plaidoyer pour l'éducation à la santé

De nombreux membres ont perdu parents, amis, famille à la suite d'Ebola. Grâce à son expertise en matière d'éducation à la santé, l'IE (l'Internationale de l'Éducation) a aidé en incluant les enseignants dans des programmes de prévention. Il est urgent de développer une éducation à la santé.



Évaluation des élèves

Composé de 31 membres, présidé par Étienne Klein et ayant jusqu'à début décembre 2014 pour élaborer leurs recommandations : c'est le jury retenu par la ministre de l'Éducation nationale pour la conférence de consensus sur l'évaluation des élèves.



On en parle moins...

Trois ans après leur sortie de formation, 20% des jeunes sont au chômage. C'est le cas de 6% des détenteurs d'un doctorat et de 10% des jeunes de niveau bac + 5. Mais c'est 40% des sans diplôme, 29% des titulaires d'un CAP BEP, 17% des jeunes n'ayant que le bac.



L'étude Céreq est là :

www.cereq.fr/index.php/content/download/12741/101815/file/QEEF_2014.pdf



SUP'Recherche
UNSA

Sup'Recherche UNSA à la loupe

Créé en 1993, **Sup'Recherche** syndique les enseignants-chercheurs, les enseignants et les chercheurs qui exercent dans les établissements de l'enseignement supérieur et les organismes de recherche qu'ils soient titulaires, stagiaires, associés, contractuels, boursiers, vacataires ou détachés, actifs ou retraités. Du contexte de la création dans lequel naquit **Sup'Recherche**, demeurent certaines caractéristiques marquantes de son identité. Le nouveau syndicat ayant démarré grâce à l'investissement

personnel d'une « bande de copains » s'appuyant sur leur implantation locale et disciplinaire, il était à son début plus riche de sympathies muettes que d'adhésions militantes. C'est sur cet héritage que s'est peu à peu forgée une certaine conception de l'action syndicale qui prévaut encore aujourd'hui dans l'organisation du syndicat.

Les représentants de **Sup'Recherche** dans les instances nationales sont fortement engagés dans la vie de leurs établissements où ils exercent

des fonctions électives, administratives, de nombreuses responsabilités pédagogiques et activités de recherche, ce qui leur permet d'être en prise directe avec la réalité vécue par tous nos collègues.

Lors des élections au CTPU* de 2010, **Sup'Recherche** est arrivé pour la première fois en troisième position avec 14,4 % des voix. C'est en restant présents et actifs dans leur environnement professionnel que les militants de **Sup'Recherche** entendent conforter ce score le 4 décembre prochain.

* Comité Technique Paritaire des personnels enseignants titulaires et stagiaires de statut Universitaire

De nouvelles implantations dans le privé pour le SEP et le SNPCE

Le **SNPCE-UNSA Éducation** vient d'obtenir deux élus titulaires au Comité d'entreprise de l'Association départementale des PEP des Pyrénées-Atlantiques avec plus de 20 % des voix.

> <http://snpceunsa.free.fr>

Pour le **SEP-UNSA** :

- première implantation à l'ALTM (association de médiation sociale) dans la région Lyonnaise avec un élu titulaire.
- un élu également à la Fédération des œuvres laïques (FOL) des Landes.
- des implantations nouvelles à la FOL du Bas-Rhin, aux Francas de la Manche et dans le réseau national EEDF (Éclaireuses et Éclaireurs de France).

Des bonnes nouvelles qui montrent le travail quotidien des militants de l'UNSA au plus près des salariés.

> <http://sep.unsa-education.org>



Stéphane
Leymarie

Secrétaire général de
Sup'Recherche-UNSA

www.sup-recherche.org

sup-r@unsa-education.org

La Fédération dans l'Académie de Nice

L'académie de Nice fait partie de la région PACA, atypique par sa division en deux académies.

L'UNSA Éducation a fait le choix de désigner un secrétaire régional adjoint pour animer et coordonner les actions fédérales. Cette académie est composée de deux départements assez denses démographiquement. Elle présente des spécificités de villes et de villages dans l'arrière-pays et la montagne et avait donc besoin d'une touche de proximité. C'est une réussite : on note une synergie entre les différents syndicats de la Fédération. La convivialité et la proximité sont des atouts pour l'efficacité et pour les élections à venir.



Lionel Le Guen

Secrétaire général adjoint
UNSA Éducation PACA
Académie de Nice

La section régionale de PACA Provence - Alpes - Côte d'Azur

Région exceptionnelle par sa diversité et son patrimoine, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est composée de six départements et divisée en deux académies (Aix-Marseille et Nice). Bien évidemment, dans ce grand territoire, tous nos métiers de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et la Recherche, de l'Agriculture, de la Culture et de Jeunesse et Sports sont présents. Mais l'étendue de notre région, loin de décourager les militants, renforce leur besoin de se sentir réunis autour d'une Fédération forte, qui rassemble.

Le « **Faire Fédération** » que l'on retrouve à l'UNSA Éducation PACA autour d'une équipe fédérale et de ses syndicats, grâce à leur travail et à leur mobilisation, portera ses fruits lors des prochaines élections en confirmant notre place dans l'Éducation nationale.

Il nous faudra progresser partout, et pour cela, nous pourrons compter aussi sur notre Union interprofessionnelle UNSA, tant au niveau régional que dans ses déclinaisons départementales.

C'est tous ensemble, syndicats, Fédération et Union que nous porterons haut les couleurs de l'UNSA et les valeurs d'un nouveau syndicalisme, autonome, efficace et responsable :

- un syndicalisme qui ne s'oppose pas systématiquement ;
- un syndicalisme d'actions et de propositions ;
- un syndicalisme qui agit, négocie et prend position ;
- un syndicalisme républicain, indépendant, pour qui la laïcité est un principe fondamental.



Vincent Gomez

Secrétaire général
UNSA Éducation
Provence - Alpes - Côte d'Azur

Plus forts ensemble !

Adhérents d'un syndicat de l'UNSA Éducation, soyons fiers de notre choix !

À l'UNSA Éducation, nous préférons le syndicalisme combatif et réformiste, utile et efficace, à des postures d'opposition systématique. Obtenir du concret pour tous les personnels et mener un combat positif, est notre conception du syndicalisme.

À l'UNSA Éducation, notre vision dépasse les simples revendications corporatistes dans le but de fédérer le plus largement possible. Notre Fédération regroupe ainsi 22 syndicats, œuvrant chacun dans des domaines ou ministères qui leur sont propres, mais avec un projet et des valeurs communes faisant notre force. **Adhérer, c'est être plus forts ensemble.**

À l'UNSA Éducation, nous portons un projet éducatif pour une société solidaire. Nous avons l'ambition de permettre la réussite éducative de chacun. Notre conception de l'Éducation ne se réduit pas au seul temps scolaire, mais elle est globale et prend en compte les différents temps éducatifs.

À l'UNSA Éducation, nous sommes fiers de nos valeurs. L'égalité, l'humanisme, la laïcité, la liberté structurent nos actions. La défense et la promotion de la liberté de conscience, de l'égalité femmes/hommes et le combat contre toutes les discriminations sont des priorités. Pour nous, l'Éducation, qui permet de déconstruire les stéréotypes et les préjugés, est essentielle pour faire reculer le racisme, l'antisémitisme, le sexisme et l'homophobie.

Quelle que soit la raison de mon adhésion à un syndicat de l'UNSA Éducation, moi adhérent, parce que je sais ce qu'est ma Fédération, je peux en parler autour de moi, diffuser ses idées, participer à son évolution et à son développement. Je peux être fier de mon choix.



Avec l'UNSA Éducation, je fais le choix d'un combat positif !

Plus forts ensemble !

Je suis adhérent, je fais campagne !

En tant qu'adhérent de l'UNSA Éducation, je peux m'impliquer, avec le temps dont je dispose, dans la campagne des élections professionnelles. J'aide mon syndicat et ma Fédération à obtenir de bons résultats le 4 décembre. Dans ce magazine, pour m'aider à faire voter UNSA, 4 cartes à jouer « l'atout UNSA » et 8 autocollants sont à votre disposition pour distribuer à des collègues.

Avant l'ouverture du scrutin : je fais campagne !

- Dès aujourd'hui, je distribue à des collègues les exemplaires de mon « atout UNSA » reçus dans ce numéro de l'Éduc'mag afin de **déclencher le vote UNSA**. Je distribue aussi les autocollants à des collègues qui souhaitent s'afficher en leur proposant une utilisation : sur un casier, pour cacheter une enveloppe, sur un panneau syndical...



- Je peux également demander à ma section régionale de m'envoyer des documents présentant ma Fédération, son projet et ses revendications afin de les distribuer sur mon lieu de travail, soit en envoyant un courriel à monsyndicat@unsa-education.org, soit en récupérant l'adresse de ma section régionale sur www.unsa-education.com dans la rubrique « Nos sections locales ».

- Je transfère la *Lettre de l'UNSA Éducation* ou les publications électroniques de mon syndicat à mes collègues en leur proposant de s'abonner en ligne www.unsa-education.com dans la rubrique « S'abonner ».

Dès l'ouverture du scrutin : je vote !

Que ce soit par vote électronique (ouverture de l'espace de vote le 27 novembre), par vote par correspondance (dès que je reçois mon matériel de vote) ou par vote à l'urne (le 4 décembre), je vote dès l'ouverture du scrutin.

Après avoir voté : je fais voter !

Chaque voix va compter pour ces élections professionnelles. **Voter pour l'UNSA Éducation et ses syndicats, c'est faire le choix du combat positif, utile et efficace et du « plus forts ensemble ».**

Une fois mon vote validé, j'incite mes collègues à donner **leurs voix à mon syndicat et à ma Fédération dans TOUS les scrutins** afin d'asseoir et d'accroître le poids et la représentativité de l'UNSA Éducation.



Frédéric Marchand

frederic.marchand@unsa-education.org



© Photo Luc Bentz

Contre l'austérité, élargir les marges de manœuvre économiques

Luc Bérille, secrétaire général de l'UNSA, développe les solutions que préconise notre union interprofessionnelle pour redynamiser la croissance, condition nécessaire pour élargir les marges de manœuvre budgétaire.

Des rentrées fiscales moindres que prévues

Au premier semestre 2014, le taux de croissance a été nul. L'alourdissement de l'impôt n'a pas empêché l'augmentation de la dette publique. L'analyse de l'UNSA, c'est qu'il y a nécessité absolue d'une initiative de croissance qui s'appuie sur l'Europe. Celle-ci doit faciliter l'élargissement des marges nationales et non enfoncer les États membres dans une spirale dangereusement régressive. Il faut un plan d'investissement qui facilite une croissance vertueuse et l'emploi durable dans l'Union européenne. C'est cette croissance-là qui redonnera aux États les marges de manœuvre qui leur font défaut aujourd'hui.

« Il faut un plan d'investissement qui facilite une croissance vertueuse et l'emploi durable dans l'Union européenne. C'est cette croissance-là qui redonnera aux États les marges de manœuvre qui leur font défaut aujourd'hui. »

La majorité politique actuelle de l'Europe porte un projet fondé sur l'austérité. Mais le nouveau président de la Commission européenne, issu pourtant de cette majorité, vient de proposer un plan de 300 milliards d'euros pour l'investissement. Il est significatif

que M. Juncker, qui appartient pourtant au camp libéral ait été amené, sous la pression des circonstances, à formuler cette proposition que nous prônons nous-mêmes depuis longtemps.

Quels axes pour une initiative européenne de croissance ?

Cette initiative pourrait s'organiser autour de quatre axes. Le premier, c'est le développement durable autour de la transition énergétique. Cet axe est structurant pour la sortie de crise, d'autant plus que les emplois créés, pour l'essentiel, sont des emplois non délocalisables.

Le deuxième axe, ce sont les grandes infrastructures et le troisième concerne l'impulsion pour la recherche et le développement. Il s'agit de penser aux investissements d'avenir d'où le quatrième axe que nous proposons : la formation, et notamment la formation de jeunes. Un jeune actif sur quatre, en France, est sans emploi.

Certains rêvent de tourner le dos à la mondialisation par le protectionnisme et le repli sur soi. Mais les barrières et le protectionnisme fonctionneront dans les deux sens. Or une bonne partie de ce que nous produisons s'exporte : on l'évalue à un emploi sur quatre. Une large partie des produits que nous consommons (l'électronique grand public, la téléphonie) sont importés. Qui se passera de téléphone, de télévision, de tablettes ou d'ordinateurs ?



Comment l'UNSA aborde-t-elle ce tournant ?

Aujourd'hui, la crise nous oblige à mêler et les réponses aux difficultés du moment, et la préparation à des évolutions structurelles lourdes. Pour l'UNSA, l'objectif reste de développer l'emploi et de préserver les grands axes du modèle social. Il peut ou il doit évoluer, mais dans le respect de ses principes fondateurs. C'est tout l'enjeu de la période.

On peut jouer à faire semblant, parce que revendiquer ne coûte pas cher, ou essayer, modestement mais avec détermination, d'agir pour que les choix stratégiques soient les bons et que les chemins tracés - souvent dans la difficulté et parfois dans la peine - conduisent les salariés ou la société ailleurs que dans une impasse. L'UNSA a fait son choix.

UNSA le Service public au cœur

« Contrairement aux annonces, le souci d'économiser prend le pas sur la réorganisation de la Fonction publique, la réflexion sur son architecture et ses missions », nous déclarait Luc Bérille (*).

La question du Service public n'est pas seulement un sujet concernant la situation des personnels - même si elle est importante pour eux et pour nous. C'est un élément du contrat social républicain : ce qui relève de l'intérêt général doit échapper aux règles du marché parce que la cohésion sociale en dépend. Le devenir du Service public intéresse, en raison de son impact, l'ensemble des salariés et la population en général.

* Voir son interview complète accessible en ligne : <http://ow.ly/D510b>



Propos recueillis par
Luc Bentz

luc.bentz@unsa-education.org



Pas une voix ne doit manquer à l'UNSA !

Dans la Fonction publique, les élections professionnelles de décembre revêtent une importance particulière, notamment pour l'avenir des services publics.

Luc Bérille nous livre ses réflexions.

Les élections du 4 décembre dans la Fonction publique, c'est une formalité ?

Beaucoup d'agents publics ont le sentiment qu'on ne les écoute pas alors qu'ils sont confrontés à des difficultés professionnelles, dans des conditions souvent de non-reconnaissance. Ces élections sont d'abord une occasion exceptionnelle de pouvoir s'exprimer. Cinq millions d'agents publics de l'État, de l'Hospitalière ou de la Territoriale qui votent, c'est tout sauf une formalité ! Ils choisiront non seulement les représentants qui les défendront, mais ils enverront aussi un message à toutes les administrations, au gouvernement comme au pays dans son ensemble, sur leur vision du métier, leur attachement au Service public.

Quel sens y a-t-il à voter UNSA ?

Le premier, c'est de pouvoir être défendu efficacement dans ses conditions de travail ou de rémunération. À l'UNSA, nos syndicats et fédérations sont implantés dans tous les secteurs de la Fonction publique. C'est la garantie que les collègues qui vous représenteront font partie du même monde professionnel que vous. Le second enjeu, c'est qu'ils vous défendront en portant une vision positive et dynamique du métier et du Service public. Le syndicalisme, ça ne peut pas être cette caricature d'une machine à ressasser les plaintes et à dire non à tout. Au contraire, c'est en portant un projet qui donne du sens au métier, à un Service public pleinement au service des citoyens, que l'on défend le mieux les agents publics, y compris lorsqu'il faut s'opposer ; et il y a beaucoup de raisons de le faire en ces temps de restrictions budgétaires. Ne nous y trompons pas : l'entre-soi de corporation ne suffit plus. C'est de plus en plus devant l'opinion publique que se mènent les batailles.

Donc pas une voix ne doit manquer à l'UNSA ?

Exactement ! C'est pourquoi je lance ici un appel aux agents publics mais, au-delà, à tous nos adhérents et sympathisants UNSA du secteur privé qui, par leur entourage personnel ou professionnel, sont en contact avec des agents publics : votez, faites voter UNSA ! Plus de voix se porteront sur nos listes, plus notre combat aura de force. Les services publics, ça ne doit surtout pas n'être qu'un problème d'agents publics, mais celui de tous les citoyens. Parce qu'avec la protection sociale, ils font partie du modèle social républicain que nous voulons défendre et promouvoir.



Propos recueillis par
Fabrice Coquelin

fabrice.coquelin@unsa-education.org



ComColor X-Jet

Découvrez nos solutions d'impression
dédiées aux syndicats



- Technologie unique
- 150 impressions / minute en noir et couleur
- Coût copie couleur très attractif

- Impression à froid pour plus de fiabilité
- 80 % d'économies d'énergie
- Solutions compactes

**Avec RISO, optez pour une communication
efficace et dynamique !**

**Contactez-nous pour un audit complet et gratuit
de votre mode de fonctionnement.**

RISO FRANCE

Agence de Paris

38 - 48 rue Victor Hugo - 92300 Levallois Perret

Contact : Leïla Zidane

tél. 01 41 05 97 80

email : l.zidane@risofrance.fr



Scanner ce code pour accéder à notre site



www.risofrance.fr

Pour une société éducative du 21^e siècle

Dans un monde en pleine mutation, l'UNSA Éducation fait le choix de participer à la construction et à la promotion d'une société éducative, adaptée aux défis du 21^e siècle, bâtie sur l'éducabilité de tous et la complémentarité des temps, des acteurs et des démarches éducatives.

Dans cette conception globale de l'Éducation, l'École a une place essentielle, parce qu'elle est le lieu d'éclosion aux savoirs de tous les enfants et jeunes, qu'elle est au cœur de l'acquisition et du développement des compétences, qu'elle a pour mission d'éduquer et de donner sens et réalité au vivre ensemble.



Militer pour une société éducative, pour l'UNSA Éducation, c'est faire le choix :

- **d'une Éducation de la collaboration et de l'entraide** (au lieu de la compétition et du chacun pour soi) inscrite dans des logiques de réseaux et de solidarité ;
- **d'une Éducation bienveillante et inclusive** (plutôt que ségrégative) qui sait s'enrichir des différences, valoriser les apports de chacun, favoriser les conditions de la vie collective ;
- **d'une Éducation du droit à la réussite** de chacun et de la reconnaissance des progrès de tous ;
- **d'une Éducation émancipatrice et épanouissante** qui ouvre à l'esprit critique, au libre arbitre, à la curiosité, à l'approche sensible du monde...

Pour soutenir cette approche éducative, l'UNSA Éducation revendique :

- **un socle commun de compétences rénové** structurant les apprentissages et leurs évaluations de manière curriculaire tout au long de la scolarité obligatoire et garantissant à chacun les démarches et les apports pour lui permettre de réussir ;
- **un parcours modulaire bac -3/bac +3, +5** qui articule le lycée et l'Enseignement supérieur s'appuyant sur une orientation choisie et des filières de même reconnaissance et permettant à tous ceux qui le souhaitent de pouvoir prolonger leurs études au-delà du baccalauréat ;
- **une complémentarité des démarches éducatives dans et hors l'École** au sein de projets éducatifs de territoires organisant dans la cohérence les temps, les actions et les interventions coordonnées des différents professionnels de l'Éducation ;

Éducation

Refondation



- **une formation initiale et continue professionnelle de l'ensemble des acteurs éducatifs** leur permettant de construire une culture commune, des projets partagés ainsi que la connaissance et la pratique des différentes approches pédagogiques.

L'Éducation sera pour beaucoup dans la construction de la société de demain. Fidèle à ses valeurs de laïcité, d'égalité, de solidarité, l'UNSA Éducation milite pour une Éducation de la justice, de la bienveillance, de la réussite qui seule peut porter une société plus humaniste, une société éducative.



Denis Adam

denis.adam@unsa-education.org

La réussite de tous et de chacun

- 140 000 jeunes quittent chaque année le système scolaire sans aucune qualification, un jeune sur deux en échec en premières années de licence, une école qui renforce les inégalités... le mot clé de la reconstruction de notre Éducation se doit d'être la réussite.

La réussite visée pour tous, accompagnée pour chacun. La réussite conçue comme un droit, afin de substituer à l'égalité des chances, l'égalité des droits. La réussite comme un devoir de l'institution envers chaque enfant et chaque jeune qui lui est confié. La réussite comme démarche pédagogique et moteur des apprentissages. La réussite qui s'appuie sur les progrès pour aller plus loin. La réussite qui affirme que c'est possible. La réussite comme échec à l'échec.

Construire la coéducation

- Au-delà des retards et des difficultés de mise en œuvre et même au-delà du respect de la chronobiologie des enfants, l'articulation des temps éducatifs relève d'une conception globale de l'Éducation. Il s'agit de sortir d'une approche par « tranches » séparées, isolées, autonomes, voire ignorantes les unes des autres. À la place, la démarche consiste à penser en complémentarité les différentes interventions éducatives en cohérence.

Cela nécessite de faire se connaître, dialoguer et agir ensemble les enseignants, les autres personnels éducatifs de l'École, les parents, les animateurs des associations et des collectivités territoriales.

Plus qu'un changement de rythmes, la coéducation, c'est un changement d'approche éducative.

Soutien à l'emploi scientifique en danger

- Parce que l'esprit et la démarche scientifiques permettent le développement de l'esprit critique, du libre arbitre ; parce que les résultats de la recherche s'opposent à l'obscurantisme et aux dogmatismes ; parce que la science permet chaque jour des progrès dans notre quotidien ; parce que notre enseignement supérieur est adossé à la recherche scientifique ; parce que la recherche est un vecteur de développement économique ; parce que la recherche est un investissement d'avenir : comme éducateurs et comme citoyens, à l'UNSA Éducation, nous soutenons l'emploi scientifique aujourd'hui en danger.

Avenir de la Fonction publique : ce que veut l'UNSA

La négociation Fonction publique a été officiellement ouverte le 7 octobre dernier, par la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu. L'UNSA Fonction publique y a réaffirmé son exigence de la reconstruction de la grille, « entre optimisme et pessimisme raisonnés ».

Initialement baptisés « PPCR » (Parcours professionnels, carrières, rémunérations), la négociation Fonction publique a été dotée d'un chapeau censé être plus parlant pour l'opinion : « Avenir de la Fonction publique ». L'UNSA a rappelé son opposition du gel du point d'indice, souligné que la grille Fonction publique était aujourd'hui déstructurée. « Nous oscillons entre optimisme raisonné et plus sûrement pessimisme raisonné,

notamment après les dernières annonces budgétaires », a déclaré Guy Barbier, secrétaire général de l'UNSA Fonction publique avant d'exiger « un engagement ferme de la capacité à négocier et des moyens pour mener la négociation ». La ministre a déclaré avoir un arbitrage favorable, mais souligné la nécessité de s'inscrire dans un calendrier pluriannuel.

L'UNSA n'entend pas clore la discussion avant qu'elle ait réellement commencé. Pour nous, la grille doit être restructurée : cela concerne aussi bien

l'organisation des catégories (le A est un ensemble devenu illisible) que les grilles indiciaires, avec des carrières aujourd'hui tassées, et des « pieds de grille indiciaire » très proches du Smic. Au-delà de la réorganisation des carrières, la reconnaissance réelle des responsabilités et des qualifications doit être à l'ordre du jour. Cela passe aussi par la réalité des missions effectuées par les personnels, très souvent au-delà de leur grade administratif.

C'est pourquoi l'UNSA est exigeante - et elle l'a fait savoir.

Continuer à avancer

Les personnels Biatss (*) de catégorie C et de catégorie B vont respectivement bénéficier d'une prime exceptionnelle de 100 € et de 50 €. C'est la suite des chantiers métiers et de la priorité, portée par l'UNSA, pour les salaires les moins élevés. À quoi il faut ajouter les mesures d'urgence sur la grille de la catégorie C en deux étapes (1/1/2014 et 1/1/2015). Si les étapes sont modestes, nous préférons que les collègues concernés en bénéficient parce que « ce qui est pris est pris ».

* Biatss : personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, santé et sociaux.



Luc Bentz

luc.bentz@unsa-education.org

Politiques Publiques

Budget 2015 : l'Éducation préservée

Dans un contexte budgétaire fortement contraint (21 milliards d'économies attendues globalement), le choix de l'Éducation est de nouveau clairement affirmé. Pour autant, il reste des problèmes à résoudre.

Les budgets de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique agricole sont en augmentations respectives de 2,4% et 2,8%. Ce sont 9421 postes qui seront créés dans l'Éducation nationale : 2595 enseignants titulaires, 6276 stagiaires, 350 AESH (accompagnants des élèves en situation de handicap) et 200 postes de personnels administratifs, santé et sociaux. 98 postes dans l'enseignement technique agricole public. Concernant l'Enseignement supérieur et la Recherche, entre les annonces et la réalité de terrain, il y a un écart certain (voir encadré). Au ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, le budget est stable mais l'érosion des emplois se poursuit (- 7 postes).

Côté rémunérations, la poursuite du gel du point d'indice étant confirmée, ce n'est que par l'intermédiaire de mesures catégorielles, la plupart négociées par l'UNSA Éducation, que certains personnels verront leur rémunération augmenter. Cela représente 68,63 millions d'euros supplémentaires.

Ainsi si l'ISAE (indemnité de suivi et d'accompagnement des élèves) et l'augmentation du taux d'accès à la hors classe sont reconduits dans l'enseignement primaire, il faut y ajouter notamment la hausse des indemnités des directeurs d'écoles et la revalorisation indemnitaire prévue dans les établissements de l'éducation prioritaire. La poursuite de la revalorisation des personnels les moins bien rémunérés (Catégorie C, avec des incidences sur le « pied » de la B) est également actée, mais nous sommes encore loin de l'indispensable refonte de la grille [voir p.18].

Enseignement supérieur et Recherche : un mauvais budget

La communication officielle annonce de nouveau, 1000 emplois supplémentaires dans l'Enseignement supérieur et la Recherche. Oui mais... Mais il y a un écart entre le nombre d'emplois délégués et la réalité de terrain : des emplois sont gelés ou supprimés par des universités sous tension qui doivent « tenir » dans leur budget. Mais s'y ajoute la baisse drastique des enveloppes « Enseignement supérieur/Recherche » pour les contrats de projets État/Régions. Comme dirait Prévert : « les terribles pépins de la réalité » d'un mauvais budget.

Retrouvez en ligne
notre rubrique
« budget 2015 » :
<http://bit.ly/1sKj8jG>.



Emmanuel Margerildon
emmanuel.margerildon@unsa-education.org

Jeunesse et Sports : enfin un CTM propre au ministère en 2015 !

Pour les élections d'octobre 2011, le gouvernement avait décidé de fondre en un seul Comité technique ministériel (CTM), les CTPM(*) de Jeunesse et Sports et du ministère de la Santé et des Affaires sociales.

Il en a découlé plusieurs années de confusion et de frustration pour notre organisation syndicale et ses élus.

En effet, le second ministère étant numériquement beaucoup plus important, les questions relatives à Jeunesse et Sports étaient reléguées au second plan.

* CTPM : Comité technique paritaire ministériel

Avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement en 2012, après des mois de non dialogue social, l'UNSA Éducation a fini par convaincre la ministre Valérie Fourneyron que ce ministère méritait un CTM propre.

Un accord a alors été signé, largement initié par notre Fédération. Il prévoyait la création d'un CTM propre pour les élections de décembre 2014 et en attendant, la mise en place d'une instance transitoire de concertation (ITC) qui a effectivement vu le jour en 2013.

Vous allez voter pour ce nouveau CTM le 4 décembre prochain.

C'est une instance essentielle dans laquelle seront examinés de nombreux sujets importants pour le ministère et ses personnels : statuts, organisation des services, formation continue, effectifs, conditions de travail (CHSCT)...

L'UNSA Éducation s'engage à utiliser au maximum cette instance au service des personnels qu'elle représente. C'est pourquoi chacune et chacun doit s'exprimer le 4 décembre. Pour obtenir du concret, choisissez l'UNSA Éducation.

GRETA et GIP-FCIP(*)

Le comité national de suivi doit continuer à travailler

En octobre dernier, le cabinet du ministère de l'Éducation nationale a décidé, d'un trait de plume, de dissoudre le Comité national de suivi (CNS) de la réforme des GRETA.

L'UNSA Éducation et ses syndicats défendent l'idée qu'il n'a pas terminé son travail et qu'il doit être maintenu, et même se réunir beaucoup plus qu'une fois par trimestre.

De nombreux sujets ne sont pas épuisés. À titre d'exemple, la carte

des GRETA de chaque académie est en cours de refonte, et on constate de nombreuses dérives. Les conventions constitutives des GRETA voient fleurir des curiosités juridiques contraires aux textes. Les GIP-FCIP aussi connaissent des écarts de conduites récurrents, avec des personnels en souffrance.

Seul le CNS, en jouant aussi auprès du ministère un rôle de vigie et

de conseil, peut endiguer ces dérapages récurrents.

L'UNSA Éducation et ses syndicats demandent à la ministre son maintien.

* GIP-FCIP : groupement d'intérêt public - formation continue et insertion professionnelle



Samy Driss

samy.driss@unsa-education.org

vous soutenir, vous défendre
vous protéger.



OFFRE MÉTIERS ÉDUCATION

Exercez sereinement votre métier



www.autonome-solidarite.fr



www.maif.fr/offreeducation



Personnels

Qualité de vie au travail : la négociation continue

La négociation sur la qualité de vie au travail des personnels de la Fonction publique se poursuit. Le projet d'accord-cadre sera soumis à la signature des organisations syndicales en janvier 2015.

Dans le cadre de la délégation de l'UNSA Fonction publique, l'UNSA Éducation participe à la négociation sur la qualité de vie au travail dans la Fonction publique dont les trois versants (État, Territoriale, Hospitalière) sont concernés. L'UNSA Fonction publique, partie prenante des discussions, a participé activement à l'élaboration de la « feuille de route » de la négociation.

Cet accord-cadre doit fixer les grands principes et les axes d'actions relatifs à l'amélioration de la qualité de vie au travail. Il devra être décliné par cha-

que employeur public, au vu des spécificités de l'organisation du travail des agents dans son domaine d'activité.

L'architecture de cet accord repose sur deux axes de travail :

- l'organisation du travail au service d'une culture collective de travail ;
- la recherche d'une meilleure articulation entre vie personnelle et vie professionnelle.

Pour l'UNSA, le droit d'expression des agents, leur participation et leur implication doivent être une priorité.

Pour redonner du sens au travail, l'UNSA estime qu'il faut veiller à associer les agents à tous les niveaux.

Concernant la recherche d'une meilleure articulation entre vie personnelle et vie professionnelle, il prévoit de s'appuyer, d'une part, sur les chartes de gestion du temps et les TIC (techniques d'information et de communication) et, d'autre part, sur les modalités particulières d'organisation du télétravail. Pour l'UNSA, il est urgent d'ouvrir plus clairement le droit au télétravail dans la Fonction publique comme le prévoit la loi. C'est un enjeu important pour les personnels - qui doit être encadré - pour éviter toute dérive dont ils seraient les premières victimes.

Pétition

PASS Éducation, pas d'exclus !

Nous signataires de cette pétition, considérons, avec l'UNSA Éducation, que tous les personnels de l'Éducation nationale sont d'égale dignité et que chacun d'entre eux contribue à l'Éducation de nos jeunes. Nous exigeons donc que tous bénéficient du PASS Éducation (réservé pour l'heure aux seuls enseignants). Ce pass permet d'accéder gratuitement aux collections permanentes des musées et monuments nationaux. Ce serait une juste reconnaissance de tous nos métiers et une étape de plus dans l'équité que nous demandons.

Pour signer, rendez-vous sur www.unsa-education.com et cliquez sur le logo « Pétition PASS Éducation, pas d'exclus ! »



Monique Nicolas

monique.nicolas@unsa-education.org

Vos **droits**
en **ligne**

Rémunérations, congés, statut : le site de l'**UNSA Éducation** met à votre disposition une série de fiches qui seront régulièrement actualisées et complétées.

Pour les éléments plus spécifiques à votre catégorie (gestion de carrière, régimes indemnitaires), adressez-vous à votre syndicat national.

Rubrique vos droits du site unsa-education.com

<http://bit.ly/1dNJfIL>



Fonctionnaires : qu'est-ce que « progresser dans la carrière » ?

Progresser dans sa carrière : cela revêt plus sens pour un fonctionnaire, l'occasion de revenir sur les fondements du statut de la Fonction publique.



Dans la Fonction publique de l'État, les personnels sont recrutés dans un corps, en principe dans le grade le moins élevé (il existe des niveaux différenciés de recrutement, par exemple, en catégorie C). Nommé et titularisé dans son grade, le fonctionnaire évolue à l'intérieur de son grade en gravissant les différents échelons ; il peut aussi changer de grade (ou de classe) à l'intérieur de son corps. La troisième manière d'évoluer est de changer de corps en accédant à un corps supérieur.

- **L'avancement d'échelon peut s'effectuer avec des rythmes différents, mais il est toujours garanti à l'ancienneté.** C'est ainsi que l'on « déroule sa carrière » dans le grade détenu.
- **L'avancement de grade** (ou de classe : classe supérieure

ou exceptionnelle, hors classe **n'est jamais automatique.** En l'état actuel des textes, il peut intervenir par tableau d'avancement au choix (de l'administration après consultation de la commission paritaire du corps), après examen de sélection professionnelle ou même concours interne.

- **Une troisième manière de progresser est d'accéder à un autre corps** (par exemple en passant d'un corps de catégorie B à un corps de catégorie A). L'accès à un autre corps peut passer par un accès « *au choix* » après inscription sur une liste d'aptitude (des conditions d'ancienneté, de nature du grade détenu sont généralement fixées) ou par concours interne. Le fonctionnaire est alors classé dans son nouveau corps et prétend au déroulé de sa nouvelle carrière : changements d'échelon et changements de grade.

Dans tous les cas, en commission paritaire, les syndicats de l'UNSA Éducation et leurs élus peuvent assurer le suivi des dossiers, mais aussi le conseil préalable, jamais inutile.



Luc Bentz

luc.bentz@unsa-education.org

Lettre ouverte au Gouvernement : Pour la Refondation faites le choix de l'École publique



Monsieur le Premier ministre,
Madame la ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Plus de 10 milliards d'euros sont actuellement versés chaque année par l'État et les collectivités territoriales à l'enseignement privé. Les dispositifs qui accroissent ces financements se multiplient : c'est le cas de la loi Carle et de l'accès au fond d'amorçage pour les rythmes éducatifs prévu dans la loi de Refondation.

L'UNSA Éducation, attachée à la laïcité, à la défense et à la promotion de l'École publique, vous exhorte à mettre en œuvre une véritable priorité à l'École publique.

Le contexte économique, social, moral actuel nécessite de faire des choix clairs et assumés. Donner la priorité à l'École publique, c'est contribuer à réussir la refondation de l'École de la République en lui donnant les moyens nécessaires pour mieux accueillir chaque enfant et favoriser sa réussite.

La construction d'un mieux vivre ensemble, impose de se soustraire à tous les dogmatismes, de se prémunir contre tous les communautarismes, de privilégier ce qui rassemble à ce qui divise. Seule la totale liberté de conscience qui place le fait religieux dans la seule sphère individuelle et privée, permet la construction de cette société apaisée et tolérante.

Le débat sur les valeurs a montré ces derniers mois, combien, seule la laïcité, peut garantir l'accès à une même dignité et une même égalité des droits, pour chacun, quels que soient sa couleur, son genre, son orientation sexuelle.

Notre société se construit dès l'École, par les valeurs transmises, les savoirs enseignés, par l'émancipation individuelle et collective mise en acte.

L'UNSA Éducation fait le choix d'une société Éducative, solidaire, humaniste. Si telle est également votre ambition pour la France du 21^e siècle, nous vous demandons de faire le choix courageux de l'École de la République, le choix de la priorité à l'École publique, laïque et gratuite.

Laurent Esme.

Secrétaire général
de l'UNSA Éducation

STOP
aux cadeaux
pour les
écoles privées

Loi Carle - Rythmes - 10 milliards d'argent public...

**Priorité à l'École
publique et laïque !**





**Un plan
d'action
pour l'égalité
qui se fait
attendre**

Remplaçant les ABCD de l'égalité que l'UNSA Éducation avait ardemment défendus, un « plan d'action pour l'égalité entre les filles et les garçons » devait se mettre en place dès la rentrée. Sa mise en œuvre est repoussée en décembre.

L'UNSA Éducation continue à être attentive à la réalisation de ce plan afin de démontrer au plus vite que l'Éducation s'engage bel et bien sur les questions d'Égalité.

Pour l'Égalité, l'UNSA Éducation s'engage

Alors que l'égalité devient parfois une valeur galvaudée par certains, l'UNSA Éducation poursuit son engagement de porter au même niveau ces deux valeurs que sont la laïcité et l'égalité, valeurs émancipatrices, indissociables d'une démocratie aboutie où les syndicats ont à jouer un rôle complémentaire de celui des pouvoirs publics.

Dans l'Éducation, la mise en place d'un programme de lutte contre les stéréotypes, qui concerne l'ensemble de la communauté éducative, est une de nos préoccupations. Des outils sont indispensables pour amener les élèves à se poser la question de l'égalité entre les filles et les garçons. Ils doivent partir du principe que les différences entre les femmes et les hommes sont socialement construites dès le plus jeune âge et que les stéréotypes entraînent une représentation faussée des unes comme des autres.

Dans nos organisations, nous mettons en place des leviers pour contrer le cours de l'histoire d'un milieu syndical longtemps très masculin. Amener des femmes à militer, les mettre en avant et leur donner les responsabilités qui leur

reviennent, au même titre qu'aux hommes, est un de nos engagements.

Ce travail, nous le menons aussi à travers les organisations internationales auxquelles nous sommes affiliés. Nous participons à des séminaires que nous nourrissons de notre expérience et qui nourrissent à leur tour notre réflexion et nos actions.

Parce qu'elle porte ces valeurs, l'UNSA Éducation continuera, sans relâche, son rôle d'expertise et de propositions dans la sphère éducative, d'alerte et de décryptage face aux extrémismes, de formation et d'information.



Françoise Ducroquet

francoise.ducroquet@unsa-education.org

L'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances au service des vacances pour tous.



L'accès aux vacances du plus grand nombre participe de la construction d'une société inclusive et solidaire, porteuse d'égalité des chances.

L'incitation au départ de ceux qui en sont exclus constitue, conformément à l'article 140 de la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions, un enjeu national.

Créée en 1982, l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances est un établissement public, en charge de la mise en oeuvre de la politique sociale du tourisme.

Pour mener à bien sa mission de service public, favoriser le départ du plus grand nombre, l'Agence déploie deux leviers d'intervention complémentaires.

Le Chèque-Vacances, dispositif social et solidaire, destiné aux salariés de toutes les entreprises et aux agents des trois versants de la fonction publique touche aujourd'hui un public très large (4 millions de bénéficiaires, soit 10 millions avec leur famille) et contribue à réduire la fracture touristique.

Des actions de solidarité sont menées en direction des publics éloignés des vacances : familles, notamment monoparentales, jeunes adultes, personnes en situation de handicap et personnes âgées à travers un réseau de partenaires associatifs et de collectivités locales; en 2013, 225 000 personnes ont ainsi été accompagnées par l'ANCV sur le chemin des vacances.

Parce que les vacances, c'est essentiel.



À VOUS LES CHÈQUES-VACANCES !

Professionnels de l'Éducation, **épargnez quelques mois** et bénéficiez d'une **bonification de l'Etat**.

Et profitez pleinement de vos Chèques-Vacances auprès des **170 000 professionnels du tourisme et des loisirs**.

Nouveau
 Une bonification
 de **35%** pour les
 - de 30 ans

Pour toute information :

- sur le site Internet : www.fonctionpublique-chequesvacances.fr
- par téléphone : **N°Azur 0 811 65 65 25**

Coût d'un appel local



SÉJOURS & TRANSPORTS



HÉBERGEMENT



RESTAURATION



CULTURE & DÉCOUVERTE



LOISIRS & DÉTENTE

Utilisable toute l'année pour vos week-ends, vos vacances et vos loisirs, partout en France et pour des séjours vers les pays membres de l'Union européenne chez nos **170 000 partenaires du tourisme et des loisirs**.





XV^E SOMMET
DE la francophonie

Vers une francophonie renouvelée

Le XV^e sommet de la francophonie aura lieu les 29 et 30 novembre à Dakar. L'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) regroupe 77 états et gouvernements dont 20 pays observateurs. Il réunit plus de 900 millions de personnes ayant en partage la langue française et les valeurs universelles qu'elle promeut.

Le choix du thème retenu « Femmes et jeunes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs de développement » est emblématique des préoccupations actuelles de l'Afrique. Les projections démographiques prévoient pour 2050 plus de 560 millions de francophones dont une très grande majorité de jeunes et de femmes, désormais principaux acteurs de la société civile. Or leur frustration est grande : si le taux de croissance de l'Afrique gagne 5 % par an depuis 2000 (trois fois plus que les pays de l'OCDE en 10 ans), moins de 10 %

des jeunes du continent ont aujourd'hui un travail décent ⁽¹⁾. Il s'agit donc d'accompagner au plan politique et social cette mutation afin d'éviter que la frustration ressentie par ces jeunes chômeurs, pour bon nombre diplômés et formés, ne les conduise à rechercher une expatriation dramatique ou une radicalisation meurtrière.

Annick Girardin, secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie, que l'UNSA Éducation a récemment rencontrée, partage cette approche sur l'Afrique. Pour son ministère, la mise en place d'une stratégie multila-

térale concernant la jeunesse est une priorité absolue. Le projet « 100 000 professeurs pour l'Afrique » entre désormais dans sa seconde phase : il est porteur de beaucoup d'espoirs en particulier pour la mise en relation de pôles universitaires et le développement du numérique dans les pays partenaires. Elle souhaite désormais s'attacher à une vraie réforme du volontariat international des jeunes intervenant dans l'espace francophone avec la mise en place d'un contrat unique, de compensations pour les jeunes en mission et une possible validation des acquis. Ces deux approches sont complémentaires et permettront ainsi de donner du sens à nos relations avec nos partenaires francophones.

⁽¹⁾ Le Monde du 14/10/2014

« Au-delà des pays membres de l'OIF, l'ensemble des pays francophones et francophiles représente 16 % du PIB mondial avec un taux de croissance moyen de près de 7% et près de 14% des réserves mondiales de ressources minières et énergétiques alors que les pays francophones ne représentent encore que 4% de la population mondiale ».

Extrait de « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable », Jacques Attali (Rapport à François Hollande, Président de la République Française, Août 2014)



François Cencerrado

francois.cencerrado@unsa-education.org



UNIS POUR L'ÉDUCATION

Un enseignement public de qualité pour un monde meilleur

L'UNSA Éducation et ses syndicats, impliqués pour l'Éducation dans le monde

Depuis sa création, l'UNSA Éducation apporte sa pierre à l'édifice des questions qui agitent l'Éducation dans le monde, à la défense des égalités et à la construction de la démocratie. Elle est devenue, à l'IE et au CSEE ⁽¹⁾, auxquelles elle est affiliée, une organisation dont on sait que les termes solidarité, laïcité et combat positif ont un sens ancré dans le réel.

La confiance renouvelée de ces organisations vient de la capacité de l'UNSA Éducation à analyser les situations, à proposer des solutions réalistes et à apporter une réponse transversale issue de l'interaction de ses 22 syndicats.

L'UNSA Éducation est sollicitée pour déléguer des femmes et des hommes riches d'une expérience acquise au sein de leur syndicat. En la partageant avec leurs homologues étrangers, ils découvrent parfois des visions inattendues qu'ils réinvestissent.

En 4 ans, ils se sont faits ambassadeurs de l'UNSA Éducation et sont intervenus sur les dos-

siers de la petite enfance, de la santé et des conditions de travail, sur l'éducation à la protection sociale, à la solidarité, à l'utilisation des TIC ⁽²⁾, la formation des maîtres et des personnels de direction, la formation continue et professionnelle. Ils ont lancé le Dialogue Social Européen de l'Enseignement supérieur, lutté sur celui de la violence des tiers ⁽³⁾, défendu le rôle des personnels de soutien et l'égalité Femmes-Hommes dans la profession et les syndicats sans oublier l'Éducation de Qualité. Leur engagement a été sans concession et a abouti à une position constructive, telle a été l'implication de l'UNSA Éducation dans le monde.

⁽¹⁾ Internationale de l'Éducation et le Comité Syndical Européen de l'Éducation

⁽²⁾ Technologie de l'Information et de la Communication

⁽³⁾ Lorsqu'un tiers (parent, élève ou personne des abords de l'établissement scolaire) atteint un personnel de l'éducation ou ses biens du fait de ses fonctions dans le but de lui nuire que cela soit sous une forme graphique, verbale, physique ou sous toute autre forme.

Le Nobel de l'égalité, du droit à l'éducation et de la paix

L'UNSA Éducation salue le choix du jury qui a décerné ce Nobel de la Paix à Malala Yousafzai et Kailash Satyarthi, ces défenseurs pacifiques des droits de l'enfant, ces tenants des droits à l'Éducation pour tous, dans une période où la montée des intolérances de tout poil a pour objectif la domination des plus vulnérables.

Cultur'actu

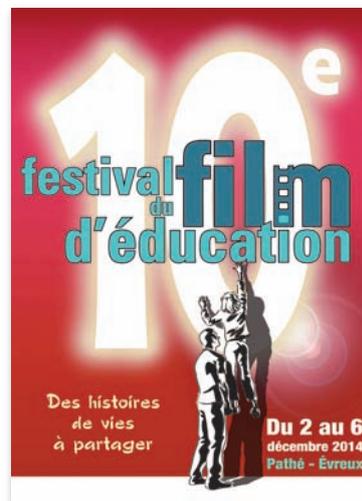
Les adolescents d'aujourd'hui sont-ils les mêmes qu'hier ?

Pour répondre à cette question et à bien d'autres, trois sociologues présentent un aperçu des différentes problématiques liées à l'adolescence, en s'appuyant sur les grandes enquêtes européennes et sur les savoirs sociologiques récents.

Un ouvrage facile à lire avec de nombreuses infographies. Les données d'enquêtes de terrain dressent un portrait le plus objectif possible des « ados » d'aujourd'hui.

Adolescences ? Comprendre vite et mieux.
François Beck, Florence Maillochon, Ivana Obradovic.
Co-édition Belin - Cité des sciences et de l'industrie. 15 €

Des histoires de vie à partager sur écran



Les Céméa proposent un rendez-vous aux cinéphiles pendant 5 jours à Evreux afin de présenter des films de fiction, des documentaires ou des films d'animation s'adressant à un très large public. Les films, les tables rondes, les débats aborderont les grandes problématiques de l'éducation, de l'enfance et de la jeunesse, de la transmission culturelle ou intergénérationnelle, et de la lutte contre toutes les discriminations à travers des histoires et des parcours. C'est aussi un espace d'éducation populaire et un lieu culturel de construction de liens pour tous les citoyens.

10^e festival du film d'éducation
www.festivalfilmeduc.net



Comment expliquer la dyspraxie aux enfants ?

Écrit et illustré sous forme de récit initiatique par un père d'enfant dyspraxique, ce livre relate le quotidien d'Alexis dont la dyspraxie n'a pas été diagnostiquée et qui souffre de se sentir différent des autres, car tellement maladroit... Destiné aux enfants, nous le recommandons plutôt aux professionnels pour mieux comprendre la dyspraxie ou encore faciliter l'intégration d'un enfant.

Le secret d'Alexis.
Emmanuel Segurier, éditions Tom Pousse. 13 €



Christophe Guillet

christophe.guillet@unsa-education.org

mgen[★]

Bien plus
qu'une mutuelle

ma
préférence
solidaire



Choisissez l'offre mgen qui va avec votre vie

Maladie, hospitalisation, optique, dentaire, arrêt de travail, invalidité : votre vie et vos besoins peuvent évoluer. Pourquoi, dès lors, votre protection santé et prévoyance n'évoluerait-elle pas en fonction de votre préférence ?

Pour accompagner chaque moment de votre carrière et de votre vie, mgen propose des offres adaptées qui couvrent efficacement vos frais de santé et de prévoyance en même temps. Vous aussi, comme plus de 3 millions de personnes, faites de la référence solidaire mgen votre préférence.

mgen, Mutuelle Générale de l'Éducation nationale, n°775 685 399, mgen Vie, n°441 922 002, mgen Fila, n°440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du livre II du code de la Mutualité - mgen Action sanitaire et sociale, n°441 921 913, mgen Centres de santé, n°477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du livre III du code de la Mutualité.

mgen.fr

Mutuelle Santé
Prévoyance
Autonomie
Retraite

Transmettre ses valeurs
pour construire un monde meilleur,
c'est aussi un engagement de la CASDEN.



CASDEN Banque Populaire - Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, Siège social : 91, Cours des Boches - 77196 Noisiel, Siret n° 784 275 778 00849 - RCS Meaux Immatriculation ORIAS n° 07 027 138
BPCE - Société anonyme à direction et conseil de surveillance au capital de 155 742 320 € - Siège social : 50 avenue Pierre Mendès France - 75201 Paris Cedex 13 - RCS PARIS n° 483 855 042 - Immatriculation ORIAS n° 08 045 100
Illustration - Kalliope
BROCA & WEZNICKE

Banque coopérative créée par des enseignants, la CASDEN est partenaire depuis 40 ans du réseau Banque Populaire afin de proposer à ses Sociétaires un service bancaire complet et accessible partout en France.

Pour la CASDEN, être proche de ses Sociétaires se traduit au quotidien dans les offres bancaires qu'elle conçoit mais aussi dans les actions qu'elle mène sur le terrain. Et pour sensibiliser les jeunes générations, la CASDEN s'engage en faveur de l'éducation au développement durable en nouant des partenariats et en concevant des outils pédagogiques à destination des enseignants et de leurs élèves.



Pour en savoir plus sur la CASDEN Banque Populaire et les actions qu'elle développe en faveur de ses Sociétaires, rendez-vous sur www.casden.fr ou contactez un conseiller au 01 64 80 64 80⁽¹⁾

(1) Accueil téléphonique ouvert de 8h30 à 18h30 du lundi au vendredi (appel non surtaxé, coût selon votre opérateur).



CASDEN, la banque coopérative de l'éducation, de la recherche et de la culture